



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2690

Texte de la question

AFFAIRE CLEARSTREAM

M. le président. La parole est à M. François Hollande, pour le groupe socialiste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations et protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, le pays traverse une crise politique d'une exceptionnelle gravité. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Chacun doit ici en prendre la mesure. Après les émeutes des banlieues au mois de novembre *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, la crise du CPE depuis plusieurs semaines *(Mêmes mouvements)*, voilà maintenant l'affaire Clearstream. *(Mêmes mouvements.)*

Au-delà des dénouements judiciaires que nous espérons tous rapides pour que la vérité soit faite, cette affaire révèle d'ores et déjà, monsieur le Premier ministre, un climat détestable au sommet de l'État. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Manoeuvres, manipulations, suspicions, règlements de compte, tout y est !

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Amalgame !

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, vous êtes obligé aujourd'hui de nier avoir diligenté une enquête contre le numéro deux de votre propre gouvernement ! *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Et une procédure engagée par le numéro deux du Gouvernement aboutit à mettre en cause le chef du Gouvernement ! Voilà où nous en sommes.

Il y a plus grave encore. Les services de renseignements sont aujourd'hui utilisés, que dis-je instrumentalisés à des fins qui n'ont que peu à voir avec leurs missions. *(Protestations sur les mêmes bancs.)*

Plus grave encore, le bureau de la ministre de la défense est perquisitionné. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Plus grave encore, de hauts commis de l'État sont interrogés au risque de perdre leur crédibilité. *(Mêmes mouvements.)*

Pis encore, vous allez être bientôt, monsieur le Premier ministre, auditionné par la justice. *(Mêmes mouvements.)*

Quelle image, convenons-en, pour la France ! *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Quelle autorité pour l'État ! *(Protestations sur les mêmes bancs. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)* Comment l'État a-t-il pu tomber aussi bas à cause de vous ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

La responsabilité de tout cela est collective. Elle appartient d'abord au Président de la République et nul ne peut comprendre ici son silence ! Elle vous appartient aussi, monsieur le Premier ministre, car vous êtes le chef du gouvernement qui a conduit la France à cette situation ! Elle appartient aussi au président de l'UMP ainsi qu'à toute la majorité car vous soutenez, messieurs de la droite, ce gouvernement et ces pratiques !

Monsieur le Premier ministre, je n'ai qu'une question à vous poser : quand allez-vous tirer les conséquences de cette situation ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Décidément, monsieur Hollande, vous n'avez pas beaucoup d'expérience. (*Vives protestations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Glavany. Si vous nous parliez plutôt de votre expérience des électeurs, monsieur le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Vous n'avez jamais exercé de responsabilités, à quelque niveau de l'État que ce soit : cela se voit et cela s'entend ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations prolongées sur les bancs du groupe socialiste.*) Dans toute démocratie, il y a des épreuves. Faut-il vous rafraîchir la mémoire, monsieur Hollande ? Cela fait plusieurs décennies que notre pays est régulièrement affecté par les affaires, tout particulièrement dans l'année précédant une élection présidentielle.

J'accepte les critiques. J'accepte les désaccords.

M. Jean Glavany. Tu parles !

M. le Premier ministre. J'accepte les différends. Mais il y a une chose que je n'accepterai jamais...

M. Jean Glavany. C'est d'aller devant les électeurs !

M. le Premier ministre. ...ni aujourd'hui ni demain, ni pour moi ni pour personne : c'est que la calomnie ("*De qui ?*" sur les bancs du groupe socialiste), la dissimulation, le mensonge l'emportent sur la vérité, parce que c'est tout simplement ignoble, monsieur Hollande, parce que cela fragilise l'État de droit et la démocratie. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Face à cela - faut-il le rappeler ? -, il n'y a qu'une seule réponse.

Plusieurs députés du groupe socialiste. La démission !

M. le Premier ministre. C'est la vérité et la transparence. Pour ma part, je l'ai déjà dit : je suis prêt à apporter tout mon concours à la justice, afin de lui fournir les éclaircissements qu'elle jugerait utiles.

M. Christian Bataille. Démission !

M. le Premier ministre. J'appelle chacun à prendre ses responsabilités. Ce n'est pas en entrant - comme vous, monsieur Hollande, ce qui ne vous grandit pas - dans la logique des boucs émissaires, que nous ferons progresser notre démocratie.

Faut-il vous rappeler - et je regrette de devoir le faire dans cet hémicycle - que votre famille politique a eu son lot d'affaires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) N'en avez-vous tiré aucune leçon ? Faut-il, comme je l'ai entendu ces derniers jours, monsieur Hollande, multiplier les déclarations accusatrices et indignes, qui, vous le savez, ne peuvent faire que le jeu des extrêmes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. François Hollande. Mais non !

M. le Premier ministre. C'est au contraire - car c'est cela, la maturité démocratique - en respectant les institutions et les règles qui s'imposent à tous...

M. Henri Emmanuelli. Alors respectez-les !

M. le Premier ministre. ...en laissant la justice faire sereinement son travail, en privilégiant l'action et en apportant aux Français des résultats concrets, que notre pays sera fidèle à lui-même.

Monsieur Hollande, vous vous laissez emporter. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. François Hollande. Oh non !

M. le Premier ministre. Avez-vous perdu votre sang-froid ? ("*Oui !*" sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Est-ce le fait de votre inexpérience ? (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Vous vous laissez abuser. Rien ne sert de hurler avec les loups. ("*Hou ! Hou !*" sur les bancs du groupe socialiste.) Nos compatriotes sont las de ces faux procès. Ce que nous devons aux Français qui nous regardent, c'est la dignité...

M. Henri Emmanuelli. La dignité, cela n'existe plus ! Moi, naguère, j'ai démissionné !

M. le Premier ministre. ... la vérité et la justice. En dépit de vos insinuations, tel est mon engagement. C'est celui de toute ma majorité au service des Français et de notre pays. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Huées sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Où est Sarkozy ?

Données clés

Auteur : [M. François Hollande](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2690

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 3 mai 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 mai 2006